



Mausi Segun, la directrice africaine de cette organisation internationale de défense des droits de l'Homme demande aux groupes armés de respecter le droit à l'éducation des élèves et de ne pas user de violence encore moins d'intimidation pour entraver le bon déroulement des cours.

Une correspondance datée du 30 août 2018. La rentrée scolaire a officiellement eu lieu ce 3 septembre 2018 au Cameroun. De millions d'élèves régulièrement inscrits retrouvent, après trois mois de vacances, le chemin des classes. Tous les Camerounais en âge de fréquenter n'auront malheureusement pas la chance de s'asseoir sur un banc d'école.

Des sources généralement crédibles annoncent une rentrée scolaire mitigée dans les deux Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest secouées par une grave crise sociopolitique depuis 2016.

Les mêmes sources font par ailleurs état d'enlèvements d'un chef d'établissement, de 7 élèves également. Pourtant, dans une lettre ouverte datée du 30 août 2018 et signée de Mausi Segun, la Directrice africaine de Human rights watch, organisation internationale de défense des droits de l'Homme, met en garde tous les groupes armés sécessionnistes anglophones.

«N'attaquez pas les écoles. Respectez le droit à l'éducation des élèves. N'utilisez pas la

violence ou l'intimidation pour entraver la bonne marche des cours ou pour empêcher les élèves d'aller à l'école», indique la correspondance.

La même lettre mentionne dans sa deuxième page, une autre mise en garde contre le «kidnapping ou la détention des civils qui ne partagent pas la même cause..., y compris les enseignants, les autres fonctionnaires ou représentants du gouvernement».

Human rights watch demande par ailleurs aux groupes armés anglophones de «ne pas procéder à l'enrôlement, ni faire participer aux combats, des enfants âgés de moins de 18 ans», «la protection des civils», et «ne nuire ni à un civil, ni à un soldat capturé».

Sur le terrain opérationnelle, force est de constater des exactions ou bavures, soit sur des civils, soit à l'endroit des soldats ou des sécessionnistes.

En totale violation du Droit international et des conventions dûment ratifiées par le Cameroun. Human rights watch met davantage la pression sur les bandes armées sécessionnistes. «Les groupes qui ont pris les armes contre le gouvernement camerounais doivent toujours respecter les droits de l'Homme, comme stipulé dans les lois internationales et régionales.

Ces groupes armés sont également assujettis au respect des lois internationales sur la guerre qui protègent les civils et les communautés de toute attaque. Lois qui exigent le traitement humain des détenus».

Tout en rappelant qu'elle «ne prend pas position sur la légalité ou la légitimité des conflits armés», Human rights watch rappelle dans sa lettre ouverte, les lourdes conséquences auxquelles sont exposés les contrevenants aux lois internationales en matière de guerre et de droits de l'Homme. «Des crimes internationaux ou contre l'humanité», qualifie Human rights watch..

Repères
